
ÉLÉMENTS POUR UNE APPROCHE INTERACTIONNISTE DE LA POLITISATION

Engagement associatif et rapport au politique dans des associations locales issues de l'immigration

CAMILLE HAMIDI

Si les travaux sur le capital social ont connu un tel retentissement dans le monde des sciences sociales et au-delà¹, alors qu'ils ont fait l'objet de critiques virulentes², c'est qu'ils reposent sur des représentations largement partagées de la société civile et de l'engagement associatif, en particulier. Face à la crise de la participation politique, à la remise en question des formes traditionnelles du militantisme, qui serait caractérisé par un don et un oubli de soi peu conformes aux aspirations à l'autonomie individuelle en vigueur aujourd'hui, face au fossé qui se creuserait entre les représentants politiques et leurs mandants, et enfin, face à la remise en cause de l'efficacité et de l'ampleur de l'intervention étatique, la société civile est invoquée comme le lieu où renouer le lien social, restaurer la démocratie participative, établir des pratiques militantes plus distancées³ ou encore « faire de la politique autrement ». De telles analyses, qui rejoignent des débats déjà anciens⁴, sont fondées sur une théorie sous-jacente des vases communicants selon laquelle l'engagement associatif viendrait peu à peu remplacer un engagement partisan affecté par le discrédit touchant le champ politique dans son ensemble et sur l'hypothèse selon laquelle le monde associatif constituerait un lieu de politisation pour les adhérents.

Une telle hypothèse n'est pas sans fondement empirique. Dans une étude récente et détaillée du cas français, Nonna Mayer démontre ainsi que le fait d'appartenir ou non à une association exerce une influence réelle et notable sur le degré de politisation des individus⁵, celui-ci étant mesuré par trois indicateurs : le niveau de connaissances

1. Notamment autour des travaux de Robert D. Putnam, « Bowling Alone. America's Declining Social Capital », *Journal of Democracy*, 6 (1), janvier 1995, p. 65-78 ; « Tuning in, Tuning out. The Strange Disappearance of Social Capital in America », *PS : Political Science and Politics*, 28, décembre 1995, p. 664-683 ; *Bowling Alone. The Collapse and Revival of American Community*, New York, Simon and Schuster, 2000 ; et, sous sa direction, *Democracies in Flux. The Evolution of Social Capital in Contemporary Society*, Oxford, Oxford University Press, 2002.

2. Pour une synthèse critique des travaux sur le capital social, cf. notamment les numéros spéciaux consacrés à cette question dans l'*International Journal of Social Research Methodology*, 6 (1), 2003, et dans la *Revue internationale de politique comparée*, 10 (3), 2003, ainsi que Jean Cohen, « Pour une démocratie en mouvement. Lectures critiques de la société civile », *Raisons politiques*, 3, 2002, p. 139-160, et Camille Hamidi « Lire le capital social. Autour de Robert Putnam », *Revue française de science politique*, 53 (4), août 2003, p. 607-613.

3. Sur ce point, cf. Jacques Ion, *La fin des militants ?*, Paris, Éditions de l'Atelier/Éditions ouvrières, 1997.

4. Cf., par exemple, la synthèse qu'en proposait Dominique Memmi dans « L'engagement politique », dans Madeleine Grawitz, Jean Leca (dir.), *Traité de science politique*, Paris, PUF, t. 3, 1985, p. 310-366.

5. Nonna Mayer, « Les conséquences politiques du "capital social" : le cas français », *Revue internationale de politique comparée*, 10 (3), 2003, p. 381-395.

politiques¹, l'intérêt déclaré pour la politique et la capacité à se repérer dans le champ politique². On obtient en effet respectivement des écarts de 12, 19 et 14 points dans les réponses à ces questions selon que les personnes interrogées appartiennent à aucune ou à deux associations et plus. Si l'influence de l'appartenance associative en tant que telle sur le niveau des connaissances politiques s'atténue sensiblement dès lors que l'on contrôle cette variable par les effets de l'âge, du sexe et du niveau de diplôme (puisque l'on sait que la population qui adhère aux associations est plus âgée, plus masculine et plus diplômée que la moyenne), la relation observée avec l'intérêt pour la politique et l'aptitude à s'inscrire sur l'axe gauche-droite perdue au terme des régressions logistiques : elle traduit donc un effet propre de l'appartenance associative. En outre, cette relation reste valable quel que soit le type d'association dont les individus sont membres : si elle est évidemment plus étroite lorsque l'on a affaire aux adhérents d'une association de défense des droits de l'homme ou d'un syndicat, elle est toutefois également bien réelle chez les membres d'une association de défense de l'environnement ou d'une association de consommateurs³. Ainsi, quelle que soit la cause défendue par l'association⁴, et abstraction faite du profil sociologique des adhérents, dans la mesure où ceux-ci présentent des caractéristiques qui sont également propices à la politisation, l'engagement associatif apparaît comme intrinsèquement corrélé à une plus forte politisation.

Pourtant, les études statistiques établissant cette corrélation ne sauraient permettre de déterminer si l'appartenance associative est l'effet ou la cause de la politisation, ni surtout de comprendre les processus aux termes desquels se produit cette politisation. De fait, les associations sont longtemps restées des « boîtes noires », au sein desquelles l'on supposait que se déroulaient nombre de processus – apprentissage des principes démocratiques, développement de relations de confiance spécifique et généralisée envers autrui et envers les institutions, inculcation de l'appréhension au débat public fondée sur des principes de rationalité discursive, ou encore socialisation politique – sans que ceux-ci soient véritablement investigués⁵. C'est ce que nous nous proposons de faire ici⁶, en mobilisant une approche de type eth-

1. Mesuré par la capacité à répondre correctement à une liste de neuf questions de connaissance du type : « Il y a des ministres communistes dans le gouvernement de Lionel Jospin » ou « Al Gore est le vice-président des États-Unis ».

2. Mesuré par la réponse à la question : « Diriez-vous que vous êtes plutôt de gauche, plutôt de droite, ou ni de gauche ni de droite ? »

3. Ainsi, l'intérêt déclaré pour la politique est respectivement de 62 % pour les membres d'un syndicat, 68 % pour ceux qui sont membres d'une association de défense des droits de l'homme, 50 % chez les adhérents d'une association de défense des consommateurs, 47 % chez les membres d'une association de défense de l'environnement et 45 % chez ceux qui font partie d'une association de parents d'élèves, contre 35 % chez ceux qui n'appartiennent à aucune association (la moyenne pour l'ensemble de la population française étant de 43 % en 2000).

4. Même si l'on peut regretter dans cette étude l'absence d'indicateurs concernant les associations sportives ou culturelles, dont on peut supposer que les effets en termes de politisation seraient plus faibles.

5. À l'exception des travaux de Nina Eliasoph, qui a été l'une des premières à mobiliser l'approche ethnographique pour explorer le fonctionnement associatif et ses effets sur le rapport au politique, dans le cas américain. Cf. Nina Eliasoph, *Avoiding Politics. How American Produce Apathy in Everyday Life*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.

6. Les données mobilisées ici sont issues de Camille Hamidi : « Les effets politiques de l'engagement associatif. Le cas des associations issues de l'immigration », thèse de science politique sous la direction de Nonna Mayer, Institut d'études politiques de Paris, décembre 2002.

nographique, afin d'étudier les processus de politisation se déroulant dans le contexte associatif, pour mieux comprendre les effets politiques de l'engagement associatif.

Le terrain choisi pour étudier cette question pousse à l'extrême les conditions d'une « politisation improbable ». Nous avons en effet sélectionné des associations locales de jeunes issus de l'immigration (d'origine essentiellement maghrébine) n'affichant apparemment aucun objectif politique, puisqu'il s'agit de deux associations de loisirs et d'une association à vocation sociale essentiellement. Toutes les conditions semblaient ainsi réunies pour ne pas conduire à la politisation : population cumulant les traits peu propices à la manifestation d'un grand intérêt pour la politique (jeunesse, faible niveau de diplôme et socialisation politique familiale effectuée à l'étranger) et absence d'une cause politique mobilisant les adhérents autour d'elle. Cela paraissait en effet constituer le moyen d'étudier les effets de la structure associative en tant que telle, en permettant de neutraliser autant que possible les interférences liées à une forte politisation initiale des adhérents, due à leurs caractéristiques sociologiques ou à la cause qui les aurait réunis dans l'association. En ce sens, on est loin ici des grandes associations humanitaires étudiées par Johanna Siméant, dont les adhérents lui paraissent aussi bien « faits pour la politique » que pour l'engagement associatif, leur socialisation leur permettant d'aller vers l'un comme vers l'autre : dans ce cas, le choix des individus de s'investir dans l'humanitaire est sans doute à rapporter aux transformations historiques des relations entre champ politique et associatif, au discrédit touchant celui-ci et à l'image plus flatteuse de celui-là¹. À l'inverse, et comme on le verra, la plupart des adhérents des associations étudiées ici n'auraient vraisemblablement pas pu se retrouver dans un parti politique en lieu et place de leur participation associative.

Notre étude a plus précisément porté sur trois associations, Gazelles Insoumises, Nongo et Attitude Cachemire², au sein desquelles nous avons mené une enquête de terrain par observation participante (durant neuf mois à Nongo et Attitude Cachemire, et deux ans aux Gazelles Insoumises), en prenant part aux activités associatives, aux tâches administratives, aux réunions des instances de décision, en assistant aux rencontres avec les interlocuteurs extérieurs (journalistes, pouvoirs publics locaux, etc.) et en participant à certaines des activités extra-associatives réunissant des adhérents. Nous avons également mené des entretiens avec tous les membres réguliers (adultes) des trois associations³. Attitude Cachemire est créée en 1992 dans un quartier populaire de Nantes par de très jeunes femmes d'origine maghrébine qui souhaitent simplement, à l'origine, recréer un lieu où se retrouver et pratiquer la couture entre amies. Elle est donc conçue exclusivement comme un espace de sociabilité centré sur des activités de couture ; elle attire *de facto* presque exclusivement des femmes, sans pour autant que ce soit l'effet de considérations

1. Johanna Siméant, « Un humanitaire apolitique ? », dans Jacques Lagroye (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003, p. 163-196, notamment p. 168.

2. Les noms des associations ont été modifiés. Néanmoins, nous nous sommes efforcée de trouver des termes susceptibles d'avoir les mêmes pouvoirs évocateurs que les noms réels, soit qu'ils renvoient à une dimension féministe et contestataire, comme dans le cas des Gazelles Insoumises, soit qu'ils évoquent simplement l'activité proposée, comme Attitude Cachemire.

3. Nous avons suivi certains adhérents des Gazelles Insoumises au cours du temps, réalisant plusieurs entretiens avec eux, afin de comprendre leur trajectoire dans une perspective longitudinale. Nous avons également conduit des entretiens avec les représentants des organismes subventionneurs et des interlocuteurs publics des trois associations.

féministes chez les fondatrices ¹. La seconde association, Nongo, est fondée en 1996 dans un autre quartier très populaire de Nantes par des danseurs et musiciens d'origine étrangère ² pour offrir aux jeunes du quartier des ateliers artistiques qui leur paraissent plus conformes à leurs besoins que les activités purement récréatives proposées à l'époque par le centre social du quartier. Nongo propose des cours de danse, danse orientale, danse africaine, hip-hop, m'rengué et des ateliers de rap, tandis que les responsables encadrent également chaque année de façon plus étroite un ou deux jeunes qui souhaitent développer un projet professionnel artistique. Au-delà de l'aspect technique de l'enseignement, les activités artistiques sont censées, selon les responsables, exercer une fonction de socialisation aux règles de la vie en collectivité et en société ³. Ces deux associations sont caractérisées par une forte hétérogénéité de leur public, nous y reviendrons : les plus jeunes adhérents, qui constituent la cible des associations lors de leur création, sont des habitants des quartiers où les organisations sont implantées, d'origine étrangère, notamment maghrébine, et de milieux très modestes. Mais, dans la mesure où elles proposent des activités de loisir à des tarifs beaucoup plus avantageux que ceux du secteur privé, ces associations attirent également de jeunes adultes venus d'autres quartiers et en particulier du centre-ville, qui sont issus de familles françaises et d'origine sociale plus aisée. Enfin, la troisième association, Gazelles Insoumises, implantée à Saint-Denis, est créée en 1995 par et pour des jeunes femmes d'origine maghrébine, puis elle étend ensuite son action à des femmes d'autres origines. Cette orientation renvoie à des positions féministes fièrement revendiquées ⁴, même si, après une période où l'association était exclusivement réservée aux femmes, elle a progressivement accueilli des hommes ⁵. L'association affiche également une fonction de socialisation à la citoyenneté ⁶. En ce sens, c'est, parmi les trois organisations, celle qui se fixe les objectifs les plus politiques. C'est enfin celle qui est la plus homogène en termes d'origine nationale des adhérents, notamment parmi les personnes présentes régulièrement à l'association, qui sont presque toutes originaires d'Afrique du Nord. Concrètement, l'association propose un accueil et une aide aux personnes en difficulté : jeunes filles ayant quitté le domicile familial suite à des tentatives de mariage forcé, jeunes en situation de rupture scolaire, étrangers sans papiers ou, dans des cas moins dramatiques, aide à la recherche d'un stage, d'un emploi, etc. Elle se veut également un « espace de parole » pour les bénéficiaires, à qui elle propose aussi un service de soutien psychologique. Elle a enfin développé un projet de solidarité internationale, visant à permettre à une douzaine de jeunes de Seine-Saint-Denis impliqués dans l'association de participer à la rénovation d'un hôpital à Madagascar.

Ces trois associations présentent donc des situations différenciées sous l'angle de l'homogénéité sociale et ethnique des adhérents, du degré de politisation de la cause

1. Comme en témoignent les entretiens réalisés avec les fondatrices, ainsi que l'observation de leurs réactions lorsqu'un jeune homme a souhaité s'inscrire à l'association (l'acceptation d'une présence masculine n'a jamais fait débat). Attitude Cachemire compte une trentaine d'adhérents présents régulièrement dans ses murs.

2. Les fondateurs sont originaires des Comores et du Maroc.

3. Nongo compte une douzaine de jeunes adhérents présents régulièrement, ainsi qu'une quarantaine d'enfants.

4. Ainsi, le slogan de l'association est : « Une association féministe, mais pas sexiste ».

5. Les hommes ont d'abord fait leur entrée du côté du public et ce, non sans heurts, puis ils ont accédé à des responsabilités à la direction de l'association.

6. Un des objectifs affichés de l'association est ainsi d'« encourager les femmes et les jeunes filles issues de l'immigration à devenir des citoyennes à part entière ».

défendue, du profil des responsables associatifs (très politisés à Gazelles Insoumises, très peu à Attitude Cachemire) et des relations entretenues avec les pouvoirs publics locaux (Nongo est la seule association qui ne compte aucun salarié et très peu de subventions locales, notamment en raison des mauvaises relations entretenues par ses responsables avec la municipalité nantaise, tandis que les deux autres associations ont des salariés et des financements locaux et nationaux conséquents), dont nous verrons comment ils peuvent affecter les processus de politisation.

POUR UNE DÉFINITION ÉLARGIE DE LA POLITISATION

La question des liens entre engagement associatif et politisation renvoie à deux angles d'approche complémentaires, celui des effets à moyen et long terme de l'engagement associatif sur la socialisation politique des individus, qui invite à une étude des trajectoires individuelles, mais aussi, dans une perspective plus interactionniste, celui des processus concrets de politisation à l'œuvre dans le contexte associatif, qui permet de comprendre comment opère cette socialisation. C'est de l'intérêt qu'il y a à adopter cette seconde perspective que nous voudrions apporter la démonstration ici.

La définition de la politisation proposée par Jacques Lagroye dans l'ouvrage collectif éponyme est utile pour qui veut adopter cette démarche, puisqu'il la définit comme un « processus de requalification des activités sociales les plus diverses, requalification qui résulte d'un accord pratique entre des agents sociaux enclins, pour de multiples raisons, à transgresser ou à remettre en cause la différenciation des espaces d'activité »¹. Cependant, les exemples qu'il propose ensuite de tels processus, sur la base des études de cas présentées dans l'ouvrage, l'amènent à resserrer une définition apparemment large de la politisation, puisque cette requalification résulte en pratique soit de l'intervention d'acteurs socialement constitués comme politiques dans une activité qui ne l'était pas, dans le cas du « détournement de finalité », à savoir de « l'intrusion de préoccupations et d'objectifs relevant de la politique, c'est-à-dire habituellement portées par des organisations et des acteurs politiques spécialisés »², soit de l'énonciation par des acteurs agissant hors du champ politique du caractère politique de leurs actions, dans le cas du « dépassement des limites »³. Dans cette acception, la politisation peut donc résulter de deux phénomènes : une requalification objective, lorsqu'un enjeu ou un dossier qui se situe initialement hors du champ politique est saisi par des acteurs socialement définis comme politiques, ou un recodage subjectif, lorsque les acteurs impliqués labellisent leurs pratiques comme étant politiques. Une telle approche permet par exemple à Jean-Michel Eymeri d'étudier la façon dont les hauts fonctionnaires opèrent et produisent concrètement la différenciation entre champ politique et administratif dans la gestion des dossiers qu'ils ont à traiter⁴ ; elle porte alors tous ses fruits, car il a affaire à des individus qui, par leurs compétences politiques et leurs goûts, sont aptes et sans doute parfois prompts à manipuler des étiquettes politiques et donc à produire de la politisation par labellisation

1. Jacques Lagroye, « Les processus de politisation », dans Jacques Lagroye (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003, p. 359-372, notamment p. 360.

2. Jacques Lagroye, *ibid.*, p. 365.

3. Jacques Lagroye, *ibid.*, p. 366.

4. Jean-Michel Eymeri, « Frontière ou marches ? De la contribution de la haute administration à la production du politique », dans Jacques Lagroye, *ibid.*, p. 47-77.

subjective, tandis que leurs fonctions les placent en interaction constante avec des acteurs politiques, rendant possible la saisie de processus de requalification politique objective.

Pour qui travaille sur des individus peu politisés et les observe dans des activités socialement constituées comme éloignées de la politique, telle la couture ou la danse orientale, ni l'une ni l'autre de ces modalités de saisie ne sont disponibles : d'autres outils de repérage s'imposent alors, sous peine de ne rien pouvoir observer. En outre, pour qui s'intéresse aux effets des variations de contexte sur la production d'une parole politisée, il est problématique d'utiliser comme indicateur la qualification produite par les acteurs eux-mêmes, puisqu'un même individu peut précisément labelliser un même discours comme étant politique, ou non, selon les contextes ¹. S'il adopte en toute circonstance le point de vue autochtone, l'observateur se prive des moyens lui permettant d'observer ces fluctuations. Pourtant, ce ne sont pas seulement ces considérations pratiques qui nous semblent justifier une définition élargie de la politisation. En effet, les approches centrées sur l'existence d'un ordre politique spécialisé, selon lesquelles un discours n'est politisé que lorsque cet ordre est explicitement invoqué ou que des acteurs qui sont issus de ce champ se font les porteurs du discours, courent le risque du légitimisme ², faisant « juge des frontières du politique ceux qui ont intérêt à maintenir ces frontières dans un état propre à perpétuer leur domination », comme le souligne Jean Leca ³. En mettant l'accent sur le caractère autonome et spécialisé du champ politique, on est par construction conduit à faire le constat de la distance que les profanes entretiennent avec cet univers.

C'est en réaction à ce risque que Jean Leca, dans un article déjà ancien ⁴, propose de repérer le politique à sa fonction de résolution des conflits par un appel à des principes d'arbitrage extérieurs aux parties en présence et tirés des valeurs centrales de la société. Sans reprendre les thèses fonctionnalistes qui influencent ce texte ⁵, il paraît possible d'en retenir deux éléments permettant de repérer la politisation à l'œuvre dans les discours profanes : la référence aux principes généraux devant régir une société, ou, dans les termes de Boltanski, la montée en généralité ⁶, et la reconnaissance de la dimension conflictuelle des positions adoptées (au sens où le locuteur admet l'existence de clivages sur la question en jeu et non pas au sens où il mobiliserait nécessairement un registre discursif revendicatif ou contestataire) ⁷. On considérera qu'il y a politisation du discours dès lors que ces deux éléments sont réunis. On pour-

1. Comme le fait remarquer Nina Eliasoph, *op. cit.*, p. 15.

2. Selon la terminologie proposée par Claude Grignon et Jean-Claude Passeron, *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Gallimard, 1989.

3. Jean Leca, « Le repérage du politique », *Projets*, 71, 1971, p. 11-24, p. 15.

4. Jean Leca, *ibid.*

5. Sur ce point, cf. Bernard Voutat, « La science politique ou le contournement de l'objet », dans « Repérages du politique. Regards disciplinaires et approches de terrain », *EspacesTemps. Les cahiers*, 76-77, 2001, p. 6-15, ainsi que l'entretien accordé par Jean Leca dans le même numéro, au cours duquel il revient sur cette proposition de définition : « Le politique comme fondation », *ibid.*, p. 27-37.

6. Notamment dans « La dénonciation publique », dans Luc Boltanski, *L'amour et la justice comme compétence*, Paris, Métailié, 1990, p. 255-356.

7. Cette approche a été développée au sein d'un groupe de recherche organisé au Cevipof par Sophie Duchesne et Florence Haegel. Il a donné lieu à la publication de plusieurs articles par ces deux auteurs ; cf. notamment Sophie Duchesne, Florence Haegel, « La politisation des discussions », *Revue française de science politique*, 54 (6), décembre 2004, p. 877-909.

rait objecter que proposer une telle définition de la politisation sort des attributs de la sociologie et que c'est là s'avancer de façon bien présomptueuse dans les terres des philosophes, puisqu'on adopte alors une conception substantielle de la politisation. Mais dès lors que l'on ne retient ni l'indicateur de la labellisation politique par les acteurs, ni la mise en relation avec les catégories socialement construites comme politiques, une telle démarche s'impose nécessairement, y compris chez les sociologues qui disent refuser toute définition *a priori* de la politique ou de la politisation. C'est le cas par exemple de Nina Eliasoph, qui écarte la question de la définition du politique, mais qui a recours à la notion de « discours orienté vers l'esprit public » (« *public-spirited way of talking* »¹). Ce faisant, elle se situe dans la tradition des travaux de Hanna Pitkin, qui met l'accent sur l'invocation de principes de justice pour identifier un discours orienté vers l'esprit public (lorsque d'une logique du « je veux », l'on passe à un discours construit sur le mode du « nous avons droit à »²). Eliasoph définit alors un discours animé par l'esprit public par le fait qu'il est ouvert au débat, donc à la possibilité de dissensions sur la question, et dédié à des questions relevant du bien commun. De la même façon, dans *Talking Politics*, William Gamson recense trois composantes des cadres de l'action collective : l'« *injustice* » (le sentiment indigné de l'existence d'une injustice), l'« *agency* » (le sentiment qu'il est possible de modifier cet état de fait par l'action collective) et l'« *identity* » (la constitution d'un « nous », en opposition au groupe des « eux », qui sont perçus comme ayant des valeurs et des intérêts différents)³. Là encore, on n'a officiellement pas affaire à une définition du politique, mais à une simple grille de repérage ; pourtant on voit bien qu'une véritable conception du politique est à l'œuvre dans les deux cas. Elle est d'ailleurs relativement unifiée et proche de celle que nous souhaitons mobiliser ici⁴, puisqu'elle met l'accent sur l'existence d'un sentiment d'injustice, donc sur une dénaturalisation de la situation, sur une vision conflictuelle du monde et sur une désingularisation de la cause.

Ces définitions amènent à observer dans le discours des profanes des processus de politisation infiniment plus fréquents que ceux qu'une définition objectiviste inciterait à retenir. En ce sens, elles conduisent à relativiser le constat de la distance au politique – quand bien même la distance au champ politique spécialisé est bien réelle – et peuvent de ce fait être taxées de populisme. En disséquant à l'envi les formes subtiles de sophistication politique dont sont capables de faire preuve les dominés, on perdrait de vue l'essentiel, à savoir que leur politisation n'a d'efficacité que si elle est en mesure de peser sur les décisions qui sont prises et qui affectent leur sort, et donc si ces individus parviennent à influencer le champ politique spécialisé. C'est le sens de la remarque d'Éric Darras, qui note dans son introduction à *La politique ailleurs* que « considérer (à bon escient) les tags, les mouvements rock ou rap [...], les conseils municipaux de jeunes [...] comme des pratiques "politiques" "directes" ne devrait pas conduire à surestimer les possibilités d'une conscience, d'un discours, et d'une efficacité politiques offerts aux plus démunis en déniaient précisément la réalité de la déten-

1. Nina Eliasoph, *op. cit.*, p. 13-16.

2. Hanna Pitkin, « Justice : on Relating Public and Private », *Political Theory*, 9 (3), août 1981, p. 327-352.

3. William Gamson, *Talking Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992, p. 7-8.

4. Même si la tradition anglo-saxonne met sans doute plus l'accent sur le sentiment d'injustice que sur la dimension conflictuelle mise en avant par les auteurs français. Sur ce point, cf. également les travaux de Jacques Rancière, notamment *La mésentente*, Paris, Galilée, 1995.

tion par les membres du champ politique du monopole des instruments de production des problèmes et d'opinions légitimes »¹. Toutefois, il n'est pas certain que le fait, pour un simple citoyen, de tenir un discours mentionnant l'ordre politique spécialisé plutôt que d'énoncer des propos présentant montée en généralité et conflictualisation suffise à garantir l'efficacité politique de son discours ; dès lors, c'est toute étude fondée sur des discours profanes qui devrait être écartée. Pourtant, c'est bien à l'analyse de ces discours que Daniel Gaxie en appelle pour comprendre comment les modes d'appréhension du politique sont structurés par les expériences sociales des individus². Lorsqu'il observe que « les préférences (d'étendue, d'intensité et de fermeté variables) exprimées à propos de divers objets "politiques" (hommes, partis, courants, enjeux, programmes, décisions, politiques publiques) sont le résultat de jugements prenant appui sur des valorisations qui fonctionnent comme des instruments de mise en ordre, de classification et d'évaluation des réalités sociales et politiques dans un contexte donné »³, c'est qu'il existe à ses yeux une étape intermédiaire entre la socialisation individuelle et la production de préférences spécifiquement politiques : c'est celle des visions du monde, des « instruments de mise en ordre » de celui-ci, qui relèvent à nos yeux d'une politisation entendue en un sens élargi.

LES PROCESSUS D'ÉVITEMENT DE LA POLITISATION DANS LE CONTEXTE ASSOCIATIF

On voudrait donc montrer ici l'intérêt qu'il y a à adopter une définition de la politisation associant montée en généralité et conflictualisation, notamment pour étudier la politisation des profanes. Pour qui s'intéresse aux effets politiques de l'engagement associatif, cette définition permet en particulier de comprendre pourquoi les associations sont loin d'être des lieux nécessairement propices à la politisation (et ce, y compris lorsqu'on retient une acception plus institutionnelle de cette dernière). Une telle définition de la politisation permet en effet de mettre en évidence une pluralité de processus qui concourent à un évitement du politique dans le contexte associatif. Au-delà des résultats concernant les effets politiques de l'engagement associatif, cette perspective attire plus généralement l'attention sur des mécanismes explicatifs de la politisation institutionnelle qui ne relèvent pas de la maîtrise du champ politique spécialisé, et notamment sur des compétences pratiques d'ordre interactionniste⁴, comme nous le verrons pour conclure.

Une série de processus distincts, obéissant à des logiques autonomes, convergent en effet pour faire des associations des contextes qui, loin d'être forcément propices à la politisation, peuvent au contraire favoriser l'évitement du politique.

1. Éric Darras, « Pour une lecture réaliste des formes non conventionnelles d'action politique », dans CURAPP, *La politique ailleurs*, Paris, PUF, 1998, p. 5-31, notamment p. 9.

2. Daniel Gaxie, « Appréhension du politique et mobilisation des expériences sociales », *Revue française de science politique*, 52 (2-3), avril-juin 2002, p. 145-178.

3. Daniel Gaxie, *ibid.*, p. 169.

4. Nous allons donc insister ici sur les déterminations interactionnistes des processus de politisation, plus que sur les effets des dispositions politiques individuelles, qui sont développés dans la thèse. Pour que l'analyse soit complète, il faut bien évidemment parvenir à articuler les deux, mais dans la mesure où le premier angle d'approche nous semble souvent négligé, c'est sur lui que nous avons choisi de nous concentrer ici.

Une première série de mécanismes influence la capacité des agents à produire, dans le contexte associatif, des discours opérant une montée en généralité. Ils renvoient tous au besoin qu'éprouvent les individus de se sentir utiles et de croire en l'efficacité de leur action. Ce trait, qui n'est pas propre à l'engagement, ni à l'univers associatif, produit néanmoins des effets spécifiques dans le contexte d'un engagement dans des associations locales, ayant des moyens matériels et humains limités. Lorsqu'ils réfléchissent aux actions à mener dans le cadre associatif, les agents ne partent pas d'un diagnostic de la situation et d'une analyse des causes des problèmes (ce qui serait propice à la montée en généralité) pour rechercher, ensuite, les solutions à apporter à ces problèmes. L'engagement dans l'action, la définition de la situation et la recherche des solutions à mettre en œuvre sont au contraire étroitement imbriqués et conditionnés par les capacités d'intervention de l'association¹ et ce processus est à l'œuvre même dans les cas où le projet associatif reposait à l'origine sur des montées en généralité, qui sont reconsidérées dès lors que l'action est engagée. Quand les responsables des Gazelles Insoumises élaborent un projet humanitaire à Madagascar, c'est bien parce qu'ils sont sensibles à des questions politiques générales, à savoir les relations Nord-Sud, les inégalités de développement ou les conditions de vie des jeunes défavorisés de Seine Saint-Denis, à qui ils souhaitent offrir des occasions de se sentir utiles. Pourtant, lorsque ce projet se précise et qu'il s'agit de le mettre en œuvre concrètement, ces discours opérant des montées en généralité cèdent le pas sur des considérations plus restreintes, car plus étroitement ajustées aux capacités d'intervention de l'association, afin que les agents puissent éprouver le sentiment que leur action est utile et pertinente. Il leur faut pouvoir croire que ce qu'ils vont avoir les moyens de faire effectivement, en l'occurrence rénover un hôpital sur l'île de Nosy-Be, et même plus modestement encore, repeindre quelques-unes des salles de l'hôpital et apporter deux containers de matériel hospitalier récupéré dans des structures françaises², est bien utile. Dès lors que le projet est engagé, les discours perdent donc leur portée générale, comme en témoigne cette remarque de Nora, la secrétaire générale des Gazelles Insoumises, qui réagit ainsi aux demandes qu'elle juge exorbitantes des interlocuteurs malgaches (ceux-ci ont demandé à l'association d'acheminer des ambulances pour l'hôpital) :

« Quand ils nous demandent une ambulance, on a l'impression qu'ils ne comprennent pas ce qu'est notre association. On n'est pas Médecins du Monde ! On est une petite association ! C'est comme en Algérie, même quand [en France] on vit en HLM et qu'on roule en 2 CV, ils croient qu'on est riches et ils s'attendent à des choses extraordinaires... »

Le fait d'être une « petite association », qui n'a pas des moyens « extraordinaires », conditionne les actions qui pourront être menées et les discours venant les encadrer et ce, alors même que Nora est parfaitement à même de produire des discours opérant des montées en généralité en d'autres circonstances, lorsque cela ne vient pas remettre

1. Cette imbrication n'est pas propre aux adhérents associatifs ; elle se retrouve dans des univers sociaux et des registres d'action bien différents, comme en témoignent aussi bien les critiques qui ont été faites à l'analyse séquentielle des politiques publiques que celles adressées aux théories de l'action comme plan par les partisans d'une théorie de l'action située. Cf. sur ce dernier point, Louis Quéré, « Action située et perception du sens », dans Michel de Fornel, Louis Quéré (dir.), *La logique des situations. Nouveaux regards sur l'écologie des activités sociales*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1999 (Raisons pratiques. 10), p. 301-338.

2. Notamment quelques couveuses, des tables d'accouchement, du petit matériel (gants chirurgicaux, etc.) et des médicaments.

en cause l'action de l'association. On voit donc bien que les logiques de politisation du discours ne dépendent pas exclusivement d'attributs individuels, mais également d'effets du contexte. Plus précisément, celui-ci ne joue évidemment pas de façon différenciée sur tous les individus : la position occupée par chacun au sein de l'association conditionne la façon dont ils seront affectés par ces logiques. En raison de son implication historique dans l'association et dans ce projet humanitaire en particulier, il serait particulièrement coûteux pour Nora d'opérer des montées en généralité susceptibles de remettre en cause l'échelle de l'action de l'association, et donc la pertinence et l'utilité de l'action associative et de la sienne propre, tandis que cela s'avère beaucoup plus facile pour des individus moins impliqués dans l'association.

Le souci de se sentir utile dans son engagement trouve deux déclinaisons privilégiées dans l'univers associatif étudié ici. La première réside dans la rhétorique de l'urgence, volontiers mobilisée par les agents, qui vient elle aussi faire obstacle à la montée en généralité : ceux-ci mettent alors l'accent sur l'urgence des situations dans lesquelles se trouvent les bénéficiaires, urgence qui impose un traitement individualisé, rapide et ponctuel du problème, correspondant là encore au niveau auquel l'association a les moyens d'agir. La genèse des Gazelles Insoumises, fruit de la scission d'une association antérieure A, est précisément décrite par Nora comme résultant d'un désaccord sur cette question de la réponse à apporter aux situations d'urgence :

« [La présidente de l'association A] est engagée politiquement au sein de la LCR et pour elle, l'association, c'est le moyen de faire passer ses idées politiques et d'amener les filles de l'association à devenir membre de... de la secte ! Alors que nous, on n'était absolument pas... on n'avait pas envie de faire de la propagande [...]. C'était pas ce qui nous paraissait essentiel, primordial, et puis de toute façon, la plupart des filles était dans une galère telle que l'engagement politique, c'était vraiment secondaire pour elles. Il y avait des trucs à régler le plus rapidement possible. »

Il ne faudrait pas voir uniquement dans ce désaccord entre les deux jeunes femmes le fruit de l'opposition entre deux individus marqués par des degrés de politisation individuelle différents et n'ayant donc pas les mêmes dispositions à politiser l'arène associative, bien que cela puisse évidemment aussi jouer. Nora est en effet un membre assez actif des Verts depuis plusieurs années lors de l'entretien, au point que le parti lui a proposé d'intégrer les instances de direction régionale en Ile-de-France. Ce n'est donc pas par incapacité à maîtriser le registre politique institutionnel qu'elle dissocie champ politique et associatif, et qu'elle considère l'univers associatif comme étant marqué par le règne de l'urgence, qui impose un traitement dépolitisé des problèmes. Là encore, la position occupée par les agents au sein de l'association détermine la façon dont le contexte joue sur eux ; en l'occurrence, elle influence les modalités du recours à la topique de l'urgence. Étant salariée de l'association, Nora est chargée d'accueillir les bénéficiaires qui viennent la consulter pour obtenir une aide concrète et immédiate. Elle est donc dans une position moins propice à la production de discours sur le mode de la montée en généralité que les individus qui n'ont pas en charge de dossiers individuels précis et qui peuvent plus facilement laisser libre cours à leurs éventuelles dispositions à politiser (comme c'était le cas de la présidente de l'association A).

Les modes et registres d'intervention proposés par les associations déterminent donc la probabilité de tenir un discours de l'urgence dans ces arènes, étant entendu que les dispositions individuelles et les positions occupées dans les organisations conditionnent la façon dont les agents vont être marqués par ce contexte. Mais dès lors que,

face à la souffrance et aux besoins immédiats des bénéficiaires, c'est cette topique qui est adoptée et non celle de l'indignation, pour reprendre la distinction opérée par Boltanski ¹, on ne s'oriente pas vers une montée en généralité sur le mode de l'expression de la colère, de la dénonciation et de l'accusation ; or, c'est cette rhétorique qui est caractéristique de la politisation telle qu'on l'a définie puisqu'elle passe par la recherche de responsables et de coupables, par l'invocation de principes de justice et par l'appel à des instances d'arbitrage. De fait, l'urgence bien réelle dans laquelle se trouvent souvent les bénéficiaires des associations étudiées, notamment aux Gazelles Insoumises, ainsi que les capacités d'action restreintes de ces organisations, rendent plus probable l'engagement dans la topique du sentiment et de l'urgence.

Enfin, le souci de se sentir utile trouve une seconde déclinaison dans le traitement volontiers psychologique des difficultés des bénéficiaires et des solutions à leur proposer. Parce qu'une caractérisation psychologique des problèmes permet de concevoir une réponse individuelle que l'association peut facilement apporter, dès lors que les responsables associatifs considèrent que « l'écoute » ou la mise en place d'ateliers artistiques constituent une solution adaptée à ce type de problèmes, ces responsables sont conduits à privilégier cette grille de lecture plutôt que de rechercher les causes collectives, sociales ou politiques, des difficultés des bénéficiaires, ce qui fait là encore obstacle à la montée en généralité. Cette dimension est constitutive de l'action des Gazelles Insoumises : l'association est en lien avec des psychothérapeutes bénévoles à qui elle adresse les jeunes adhérents qui en font la demande ² ; elle organise en ses murs des ateliers de « photo-projection » animés par la secrétaire générale, qui a elle-même une formation de psychothérapeute ; les salariées et les bénévoles les plus actives bénéficient d'une formation à l'écoute rogerienne ; enfin, plus généralement, l'association est définie avant tout comme un « espace de parole ». Ainsi, lorsqu'une jeune fille d'origine maghrébine fait part de ses difficultés familiales, expliquant qu'elle doit partager sa chambre avec son frère, que celui-ci l'empêche de faire ses devoirs tranquillement et de sortir avec des amis, qu'il s'est déjà montré violent à son égard, la conversation s'achève sur l'idée d'entamer une thérapie, ce à quoi Nora l'encourage puisqu'elle lui propose même de prendre rendez-vous pour elle. De fait, l'association a les moyens de mettre les adhérents en contact avec des thérapeutes, pas d'agrandir les logements HLM ou de transformer à court terme la conception des relations hommes-femmes que se font certains jeunes d'origine maghrébine, et Nora, qui en d'autres circonstances peut se montrer une féministe fervente et virulente, choisit donc de proposer une réponse psychologique concrète plutôt que d'offrir une analyse politique de ces questions.

C'est le même mécanisme qui préside à la création de l'association Nongo à Nantes : face aux difficultés sociales croissantes dans le quartier, alors que le centre social vient d'être incendié, un groupe d'artistes décide de mettre en place une association proposant des ateliers d'expression artistique aux jeunes du quartier. Une remarque d'Amina, l'une des fondatrices, montre bien comment s'opère la sortie du processus de montée en généralité, qui était pourtant engagé, par recours à l'invocation de la dimension psychologique, de façon à justifier les modalités d'intervention de l'association. En présentant l'atelier de danse africaine proposé par l'association, elle explique :

1. Dans Luc Boltanski, *La souffrance à distance*, Paris, Métailié, 1993.

2. Elle ne se contente d'ailleurs pas d'attendre que cette demande émane des jeunes gens, elle les encourage aussi activement à entreprendre cette démarche.

« Ils [les enfant qui participent à l'atelier] se lâchent et il y a des gamins qui étaient complètement coincés, timides, et qui justement ont pris confiance en eux, on revient à ça, prendre confiance en soi, parce que quand on habite un quartier comme ça, quand on a une situation pas très facile, quand... l'école ça marche pas trop, tout ça s'enchaîne, ça fait qu'on n'a pas trop confiance en soi... et on a besoin que l'autre renvoie un peu de confiance. »

Ainsi, alors même qu'elle mentionne toute une série de problèmes généraux qui pourraient appeler des remarques de type politique (la situation dans les quartiers populaires de Nantes, les problèmes scolaires, familiaux, etc., des jeunes de ces quartiers), elle conclut sur un problème d'ordre psychologique, la confiance en soi, qui est censé subsumer tous les précédents, puisque c'est à ce niveau que l'association pense pouvoir agir, par le biais d'activités artistiques. En ce sens, interprétations psychologique et politique ne sont pas nécessairement opposées et c'est parfois au terme d'une analyse politique de la situation qu'on en arrive à proposer des solutions psychologiques ; mais dès lors que celles-ci sont adoptées, la dimension politique tend à disparaître.

Si le souci de se sentir utile peut inciter les individus à ne pas opérer de montée en généralité, faisant obstacle à un volet de la politisation, d'autres processus contribuent, quant à eux, à l'évitement de la conflictualisation : ils résultent des raisons pour lesquelles les individus se sont engagés dans l'association et, plus spécifiquement, des effets de la recherche de liens de sociabilité au sein des organisations. Deux formes de sociabilité bien différentes peuvent être valorisées par les adhérents et jouer un rôle majeur dans le fait qu'ils restent dans l'association : une forme de sociabilité légère, plaisante et qui engage peu les individus ou, à l'inverse, une sociabilité de type quasiment communautaire, beaucoup plus englobante. Toutes deux aboutissent, par des mécanismes bien distincts, à un évitement de la conflictualisation.

Dans le premier cas, les individus considèrent le temps passé à l'association comme une parenthèse dans leur vie de tous les jours, un moment plaisant, agréable précisément en ce qu'il leur permet de faire abstraction des réalités quotidiennes parfois plus rudes, que ce soit dans l'univers professionnel ou familial. C'est le cas en particulier ici des adhérents des deux associations de loisirs, notamment de jeunes femmes membres de l'association de couture, qui prennent plaisir à avoir des discussions qu'elles-mêmes qualifient de futiles, au sujet des vêtements qu'elles sont en train de coudre ou de la musique diffusée par la radio en fond sonore. Ces conversations sont souvent brèves, puisque les jeunes femmes restent le plus souvent concentrées sur leur activité de couture : « Tu sais que tu vas là-bas, tu vas penser à rien d'autre qu'à faire ton petit truc, là, ton petit vêtement. Pendant, je sais pas, une heure et demi, deux heures, tu penses à rien d'autre [...] » (Florence). Enfin, les adhérentes ne nouent pas entre elles de relations qui se poursuivraient en dehors de l'association : elles ne se voient que dans le cadre d'Attitude Cachemire et n'envisagent pas qu'il en soit différemment. Cette façon de concevoir les relations sociales au sein de l'association a des conséquences tangibles sur la politisation des discours tenus dans cette arène. La première d'entre elles tient au fait que, lorsque les adhérentes évoquent leur vie hors de l'association, c'est toujours très fugitivement, en évitant de s'attarder sur les sujets qui leur tiennent à cœur et qui pourraient servir de support à des processus d'indignation et de politisation. Si, par exceptionnel, une des adhérentes s'y aventure, l'interaction avec les autres personnes présentes évacue rapidement cette dimension. Ainsi, alors qu'un soir, Delphine s'exclame à la cantonade : « Ça me fait du bien d'être ici [à l'association]. Toute la journée, je voulais me tirer une balle dans la tête et là, ça va mieux », personne ne réagit à ses propos et la possibilité de discussion tourne court.

Or, à Nongo ou aux Gazelles Insoumises, c'est souvent à partir de considérations personnelles sur une situation difficile, qu'elle soit familiale, professionnelle, psychologique, etc., qu'un processus de politisation peut s'enclencher ; c'est donc un support de politisation qui disparaît. Par ailleurs, privilégier des conversations brèves, sur des sujets légers, au cours desquelles « on ne se prend pas la tête », comme le disent les adhérentes, fait obstacle à la possibilité d'opérer des montées en généralité sur les questions abordées et incite les participantes à éviter les sujets labellisés comme politiques, considérés comme trop sérieux, austères et qui leur rappelleraient le monde extérieur qu'elles cherchent à oublier durant le temps passé à l'association. Enfin, la valorisation de cette forme de sociabilité produit un dernier effet en matière de politisation : l'évitement des processus de conflictualisation. Puisque l'association est conçue comme un petit havre de paix, les sujets socialement considérés comme conflictuels, tels que les sujets étiquetés comme politiques, sont évités, de même que le traitement sur un mode conflictuel de n'importe quel autre sujet. Un observateur extérieur ne peut que constater que les conversations badines au sujet des vêtements confectionnés à l'association auraient pu donner lieu à l'explicitation de clivages sociaux massifs à l'intérieur de l'association, entre les jeunes femmes issues de familles françaises, originaires du centre-ville, qui viennent coudre des tailleurs anthracites, des pantalons cigarettes noirs, etc., et les jeunes femmes du quartier, nées de parents étrangers, qui se confectionnent des vêtements dans un style beaucoup plus « *street-wear* », ou viennent simplement pour raccommoder leurs vieux vêtements. À plusieurs reprises, certaines jeunes femmes de parents français ont commencé à verbaliser cette différence, mais se sont interrompues en chemin, vraisemblablement devant la dimension conflictuelle d'une telle entreprise. Enfin, lorsque des sujets potentiellement conflictuels sont malgré tout abordés, ce qui est rare, des stratégies de déconflictualisation sont mises en œuvre, comme en témoigne l'interaction suivante, une discussion autour de la question du racisme entre une des responsables d'Attitude Cachemire, Fatima, d'origine algérienne, et deux jeunes adhérentes, Delphine et Caroline, de parents français, en présence des deux autres salariées de l'association, elles aussi d'origine maghrébine. Delphine travaille dans une agence d'intérim et elle annonce à Fatima qu'elle a peut-être trouvé un emploi pour le mari de celle-ci, qui est au chômage, « sauf si... tu vois, quoi... ». Elle semble gênée et se tourne vers son amie Caroline, qui a déjà travaillé dans cette agence d'intérim, pour avoir son avis : elle lui demande si elle pense que son patron est raciste et elle ajoute : « Je pense que ça ne l'empêche pas d'embaucher un étranger, du moment qu'il travaille », ce à quoi Caroline répond : « Je crois qu'il est raciste, il m'a déjà fait des remarques, il m'a demandé si j'étais raciste, je lui ai dit "sûrement pas, ma sœur va épouser un Turc, alors !" et il m'a regardé d'un drôle d'air », et « Je pense qu'il pense que les étrangers prennent le travail des français, comme tout le monde, quoi ! ». Comme les deux jeunes femmes mentionnent les « Arabes » en parlant des étrangers, Fatima intervient sur ce point précis pour dire : « De toute façon, on n'est pas des Arabes. Les Algériens, les Marocains, les Tunisiens, c'est des Maghrébins, pas des Arabes. Les Arabes, c'est ceux qui habitent en Egypte, en Arabie Saoudite... On parle la langue arabe, mais on n'est pas des Arabes », et elle ajoute que son mari « est travailleur », qu'il « ne fait pas d'histoires ». La situation semble propice à la politisation au sens de conflictualisation : le clivage général proposé par Delphine et Caroline entre « Français » et « étrangers », renforcé par les clichés racistes qu'elles reprennent à leur compte sur « les Arabes », recoupe la distinction entre les deux groupes en présence dans l'interaction. Les salariées de l'association pourraient donc poursuivre la discussion sur ce

mode, soit en réfutant la pertinence de cette ligne de clivage pour en proposer une autre (ceux qui ont du travail face à ceux qui n'en ont pas, par exemple), soit en récusant les attributs assignés aux deux groupes (par exemple, le fait que les Arabes soient faibles), d'autant qu'elles pourraient y être incitées par ces attaques quasiment frontales. Pourtant, Fatima entreprend de dépolitiser la discussion en lui faisant perdre tout à la fois son caractère conflictuel et général : puisque « les Maghrébins ne sont pas des Arabes », les remarques critiques à l'encontre des Arabes ne s'appliquent pas à eux et la validité du clivage Français/Arabes n'a pas besoin d'être discutée dès lors qu'elle ne concerne pas les Maghrébins ; par ailleurs, elle re-singularise la question en recentrant la conversation sur son mari et sur le fait que lui, du moins, est « travailleur » et « sans histoires ». Elle opère ainsi un double déplacement de la discussion, se dégageant du clivage posé par Delphine et Caroline en invoquant la spécificité des Maghrébins et celle, plus grande encore, de son mari. La nécessité économique pressante dans laquelle se trouve sa famille permet évidemment en partie d'expliquer cette démarche¹, mais le souci de préserver des relations harmonieuses au sein d'une association qui rassemble des individus ayant pourtant des points de vue et des positions dans le monde radicalement opposés joue aussi dans ce processus d'évitement de la politisation². Il s'agit d'ailleurs d'une entreprise collective, à laquelle les deux jeunes femmes de parents français participent également : elles présentent leurs opinions sur un mode naturalisé (« je pense que ça ne l'empêche pas d'embaucher un étranger, du moment qu'il travaille »), comme s'il s'agissait de simples énoncés descriptifs partagés par l'ensemble de la population française (« comme tout le monde, quoi ! ») et non d'opinions conflictuelles pouvant faire l'objet de débats et de désaccords. Enfin, une dernière modalité de déconflictualisation peut être identifiée : le changement d'arènes discursives. Lorsque les individus tiennent des propos potentiellement conflictuels et qu'ils ne souhaitent pas s'engager dans une entreprise de déconflictualisation discursive, ils peuvent choisir de tenir leurs propos dans une arène plus restreinte et homogène, de telle sorte que leur position ne soit pas perçue comme conflictuelle par les acteurs en présence. En témoigne une conversation conduite à mi-voix entre Caroline et Florence³ sur le fait que leur amie Delphine, qui a eu une relation avec un jeune homme turc dont elle vient de se séparer, « mérite un gentil Français » désormais. Le fait de tenir de tels propos au beau milieu d'une association dirigée par et essentiellement composée de jeunes femmes d'origine étrangère, est potentiellement porteur de conflits. Si elles l'énonçaient à voix haute dans l'association, les jeunes femmes devraient prendre conscience du clivage sous-jacent dans leur phrase entre les « gentils Français » et, en creux, les « méchants » Turcs » (ou plus largement étrangers) et de ses implications, dans la mesure où il vient recouper une opposition sensible, malgré tous les efforts pour la dissimuler, au sein de l'association. Face aux autres adhérents d'Attitude Cachemire, qui tiendraient sans doute un tout autre discours sur la question, elles seraient contraintes de produire des preuves de l'existence de ce clivage, des justifications de leur position ; leurs propos perdraient leur caractère d'évidence et le fait qu'ils peuvent faire l'objet de désaccords ou de conflits s'imposerait dans la discussion. Les deux jeunes femmes ont sans doute conscience du carac-

1. Le couple a une petite fille et vit sur le seul salaire d'emploi-jeune de Fatima. On retrouve ici l'effet de dépolitisation de la topique de l'urgence.

2. C'est du moins l'hypothèse que nous faisons en nous fondant sur d'autres interactions du même type auxquelles nous avons pu assister.

3. Conversation dont nous avons été le témoin.

rière discutable (au sens premier du terme) de leur position puisqu'elles préfèrent ne pas avoir cette conversation à haute voix : le fait de placer cet échange dans une arène réduite leur permet justement de ne pas avoir à considérer la dimension conflictuelle de leurs propos.

D'autres adhérents viennent chercher dans l'univers associatif non pas des liens de sociabilité légère, mais au contraire des liens de solidarité forts, de type quasi communautaire. C'est le cas de bon nombre des membres des Gazelles Insoumises et d'une partie de ceux de Nongo¹, qui connaissent une situation de grand isolement familial au moment de leur entrée dans l'association, soit qu'ils aient rompu avec leur famille², soit qu'ils en aient été séparés par l'émigration ou l'exil. Cet isolement familial s'inscrit dans le cadre d'une désaffiliation plus générale, sociale et professionnelle³, qui peut être liée à l'arrivée dans un nouveau pays, avec ce que cela peut entraîner de sentiment de solitude, *a fortiori* lorsque des obstacles linguistiques viennent s'y ajouter ; au déménagement dans une nouvelle ville après une rupture familiale ; à une « phase interstitielle de l'existence »⁴ dans le cas de jeunes gens qui ont quitté prématurément le système scolaire, ont des problèmes familiaux, enchaînent période de chômage et emplois précaires, et qui se trouvent donc dépourvus de réseaux sociaux, professionnels et familiaux, même s'ils peuvent compter sur des liens amicaux. Cette désaffiliation objective, qui a des causes et prend des formes diverses, est enfin ressentie subjectivement par les adhérents. Ceux-ci voient dans les associations des lieux où trouver des substituts aux relations qui leur manquent ; plusieurs les qualifient d'ailleurs de « deuxième famille ». Pour toutes ces raisons, ces individus sont à la recherche de liens qu'ils qualifient eux-mêmes de communautaires et, qu'ils aient une expérience directe ou plus fantasmée des sociétés nord-africaines⁵, ils considèrent que celles-ci sont plus à même de fournir ce type de relations, d'où leur inclination pour des associations marquées par ces influences culturelles⁶. Plusieurs adhérents opposent ainsi terme à terme la société française, « individualiste », « égoïste », « dure », où « chacun s'occupe de soi, chacun... on est méchant, c'est une société

1. Sans que l'on puisse pour autant considérer qu'un seul de ces deux registres serait au principe de l'engagement de l'ensemble des adhérents d'une association. Une des jeunes adhérentes d'Attitude Cachemire, ainsi que l'une des salariées, au moins, ressortissent de cette logique. Sur l'intérêt qu'il y a à raisonner en termes de pluralité des ressorts de l'engagement, cf. Jean-Noël Retière, « Être sapeur-pompier volontaire : du dévouement à la compétence », *Genèse*, 16, 1994, p. 94-113. Par ailleurs, précisons qu'il s'agit sans doute moins là d'une raison de s'engager dans une association que d'une raison d'y rester. Pour plus de détails sur ce point, voir la thèse dont cet article est issu, Camille Hamidi, cité, chap. 3 et 4.

2. Plusieurs jeunes adhérents ont fait des fugues, d'autres refusent de voir leurs parents, certaines jeunes femmes ont porté plainte contre leur père pour mauvais traitements, etc.

3. Pour reprendre la terminologie proposée par Robert Castel, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 1995.

4. Pour reprendre l'expression d'Éric Agrikolianski, « Carrières militantes et vocation à la morale : les militants de la *Ligue des droits de l'homme* dans les années 1980 », *Revue française de science politique*, 51 (1-2), février-avril 2001, p. 27-46.

5. Que ces adhérents aient vécu en Afrique du Nord avant d'émigrer en France, que leurs parents en soient originaires ou, dans le cas des personnes de parents français, qu'elles aient connu les sociétés maghrébines au cours de séjours professionnels ou touristiques plus ou moins longs.

6. Même si l'on peut évidemment retrouver les mêmes logiques communautaires à l'œuvre dans des associations qui n'ont aucun rapport avec le Maghreb. Cf. par exemple, sur le cas des associations de *self-help* américaines, les analyses de Robert Wuthnow, *Sharing the Journey. Support Groups and America's New Quest for Community*, New York, Free Press, 1994.

de... d'individus... on pense qu'à soi, on est vachement égoïste entre guillemets », une société « sans noyau familial », « en pleine mutation tout le temps... on sait pas trop où on va », où « il y a tellement de choses qui vont vite. T'es vachement dépassé », et la société maghrébine, « qui a gardé beaucoup de traditions... et ça donne un sens à la vie, en fait », où « chacun a sa place », où l'on est « constamment au contact avec les gens », où les gens « n'ont pas perdu de vue les vraies valeurs », « ils ont le sens de la communauté, quoi, qu'ici on perd. Ils ont le sens de l'hospitalité, qu'ici on perd. Ils ont le sens de la fête, de la vraie, pas celle trafiquée d'ici où les gens font la fête, genre... ici, c'est plus hypocrite que là-bas »¹.

Mais préserver cette communauté imaginée² implique un engagement actif des adhérents dans des associations qui rassemblent des individus qui se connaissent parfois à peine et qui peuvent être d'origines nationales et de milieux sociaux et culturels très divers, avec ce que cela suppose de visions du monde contrastées, voire antagonistes. C'est notamment le cas à Nongo et à Attitude Cachemire, où deux groupes bien distincts coexistent : celui des encadrants et des plus jeunes bénéficiaires, qui habitent dans les quartiers très populaires où sont implantées les associations et qui sont d'origine étrangère et de milieux sociaux très modestes, et celui des jeunes femmes qui viennent du centre-ville, sont issues de milieux sociaux plus favorisés, plus diplômées que les autres adhérents et originaires de familles françaises. Par comparaison, l'association Gazelles Insoumises est nettement plus homogène, dans la mesure où la très grande majorité des adhérents est d'origine maghrébine. Malgré des différences bien réelles de génération, de niveau d'études et de situation professionnelle, cette origine commune semble avoir un puissant effet unificateur, symboliquement, mais aussi en termes d'expériences partagées.

Entretenir la fiction communautaire suppose notamment d'éviter tout sujet, ou tout traitement d'un sujet qui mettrait en évidence les divisions au sein du groupe : le caractère hétérogène des associations fait donc obstacle à l'énonciation de propos conflictualisés porteurs de politisation³. À l'inverse, les adhérents des Gazelles Insoumises se sentent autorisés à tenir des propos beaucoup plus conflictuels, du fait de la plus grande homogénéité de l'association. Toute verbalisation d'un conflit n'implique évidemment pas nécessairement politisation, il peut ne s'agir que de disputes interindividuelles, sans montée en généralité ni identification de clivages. C'est néanmoins une condition nécessaire à la politisation, d'autant plus difficilement remplie que les associations sont hétérogènes. Plus précisément, l'hétérogénéité conditionne les lignes de clivage susceptibles d'être énoncées : seules celles qui permettent de souder le groupe de co-présence pourront être exprimées, tandis que celles qui viendraient le fissurer sont passées sous silence. Ce mécanisme joue donc y compris dans le cas des Gazelles Insoumises, puisqu'il existe toujours des dimensions dans le cadre desquelles les organisations sont hétérogènes. La façon dont une même question, celle des relations hommes-femmes par exemple, peut être énoncée ou non en termes de clivage, par une même personne, en fonction de la composition du groupe de co-présence, le

1. Extraits des entretiens menés avec Sara, adhérente de Nongo ; Fatima, salariée d'Attitude Cachemire ; Jérôme, bénévole des Gazelles Insoumises.

2. Pour reprendre la formule de Benedict Anderson, *Imagined Communities*, Londres, Verso, 1983, traduit en français sous le titre *L'imaginaire national*, Paris, La Découverte, 1996.

3. Sur cette question de l'effet de l'homogénéité du groupe de co-présence sur la politisation des discours dans des contextes autres qu'associatif, cf. Paul Bacot, « Conflictualité sociale et geste électoral. Les formes de politisation dans les lieux de vote », *Revue française de science politique*, 43 (1), février 1993, p. 107-135.

montre bien. En effet, Nora, la secrétaire générale de l'association, est prompte à voir et à expliciter ce clivage dans les cas particuliers ou les anecdotes qui sont rapportés à l'association ; elle a les dispositions individuelles pour le faire et y est encouragée par le cadre associatif, puisque les Gazelles Insoumises sont définies comme « une association féministe (mais pas sexiste !) ». Ainsi, lorsqu'une jeune fille de passage à l'association raconte aux personnes présentes – exclusivement des femmes à ce moment-là – comment se déroule son stage dans un service social, elle explique que les femmes de son service passent l'essentiel de leur temps à bavarder et à dire du mal les unes des autres, tandis que les personnes, en majorité des hommes, qui travaillent dans le service voisin, sont beaucoup plus concentrés sur leur travail et qu'il y règne une bien meilleure ambiance. Nora intervient aussitôt pour souligner que les femmes du service dans lequel se trouve la jeune fille ont un travail moins intéressant, plus répétitif et moins bien rémunéré, et qu'il n'est donc pas étonnant dans ces conditions qu'elles s'investissent moins dans leur travail. Elle n'a aucune information précise sur ce cas concret et pourtant elle politise immédiatement la question qui était présentée sur un mode naturalisé par la jeune stagiaire : elle opère une montée en généralité sur la question de la place des femmes dans le monde du travail et identifie un clivage hommes-femmes producteur de relations de domination. Un tel processus se reproduit fréquemment lorsque Nora est en présence des seules femmes de l'association ; en revanche, lorsque le groupe des individus en présence est mixte, elle semble beaucoup moins encline à verbaliser ce clivage, ce qui pourrait rendre visible des divisions profondes à l'intérieur du groupe. Par exemple, lors d'une discussion dans les locaux de l'association, Aziz, un jeune adhérent d'origine maghrébine, mentionne le fait que sa sœur a porté plainte contre lui, parce qu'il l'a frappée lorsqu'il a découvert qu'elle utilisait un moyen de contraception. Nora et les autres responsables de l'association présentes réagissent en faisant une plaisanterie sur le fait que sa sœur « ne s'est pas laissée faire » puisqu'elle a déposé une plainte et la conversation s'achève sur cette mention de la réaction individuelle de la jeune femme, sans réinsérer cette anecdote dans un discours plus large sur les relations hommes-femmes et leurs déclinaisons spécifiques dans les familles issues de l'immigration maghrébine, discours que les responsables de l'association tiennent pourtant très souvent par ailleurs, d'autant que c'est précisément sur ces questions que l'association a été constituée. Ainsi, plutôt que de dire que les clivages ne peuvent s'exprimer que dans les associations suffisamment homogènes pour qu'ils ne viennent pas remettre en cause l'idéal communautaire¹, on peut faire l'hypothèse que le souci de préserver, voire même d'instituer le sentiment d'homogénéité du groupe de co-présence aboutit à n'énoncer que les clivages qui soudent ce groupe face à l'extérieur ; cela peut effectivement aboutir à faire taire tout clivage, dès lors que le groupe en présence est si hétérogène que rien ne semble pouvoir l'unifier.

Des processus très divers, obéissant à des logiques souvent autonomes, convergent donc pour faire des associations des espaces qui, loin d'être nécessairement propices à la politisation des discours, au sens de montée en généralité et d'identification des clivages en jeu, peuvent au contraire favoriser ce que Nina Eliasoph appelle une « évaporation du politique » et ce, alors même que les associations en question peuvent rassembler des individus très politisés par ailleurs. En ce sens, les mécanismes identifiés ici ne tiennent pas exclusivement à la cause défendue par les associations ou à la composition sociologique de leur public : si l'on constate ici une évaporation du politique, elle ne s'explique pas simplement par le simple fait qu'il s'agit essentielle-

1. Ce qui était l'hypothèse avancée par Nina Eliasoph, *op. cit.*, notamment le chap. 2.

ment d'associations de loisirs qui attirent un public peu politisé. Les processus que nous avons mis en évidence (effets de la recherche de liens de sociabilité, désir de se sentir utile, topique de l'urgence, etc.) trouveront des déclinaisons différentes selon les caractéristiques des associations étudiées (en fonction, respectivement, de leur degré d'homogénéité, de leurs capacités d'action, de leur caractère plus ou moins local...), aboutissant ainsi à des résultats différents en matière de politisation, mais ces configurations ne sont pas réductibles à la cause défendue par l'association ou aux caractéristiques socio-démographiques de son public.

LES RESSORTS INTERACTIONNISTES DE LA POLITISATION

Outre les résultats qu'elle permet de dégager quant aux effets politiques du contexte associatif, l'analyse présentée ici nous semble enfin pouvoir nourrir les réflexions sur la politisation que nous évoquions plus haut et qui, soulignant les conséquences de l'autonomisation du champ politique, estiment qu'il n'y a politisation du discours que lorsque celui-ci se connecte à l'univers politique institutionnalisé, en s'adressant à lui ou en le mentionnant. Elle permet en effet de voir que certains des mécanismes qui affectent cette politisation institutionnelle ne tiennent pas au fait que l'on a affaire à un champ spécialisé qui nécessite des compétences spécifiques pour s'y mouvoir, mais relèvent davantage des processus que nous avons identifiés plus haut et qui inhibent la montée en généralité ou la conflictualisation. C'est, au moins en partie, le fait de rechercher dans l'espace associatif des relations de sociabilité légère qui incite les adhérents à éviter les sujets labellisés comme politiques. De même, c'est aussi le souci de fonder une communauté imaginée ou, à tout le moins, de préserver un semblant d'homogénéité, qui pousse les membres des associations à éviter les thèmes qui, dès lors qu'ils sont structurés par le champ politique, apparaissent comme conflictuels et porteurs de clivages qui pourraient diviser l'association. C'est la raison pour laquelle, par exemple, la plupart des conversations politiques ouvertes, auxquelles participaient toutes les personnes présentes, qui ont eu lieu aux Gazelles Insoumises durant la durée de mon observation, portaient sur Jean-Marie Le Pen et le Front National, puisque ceux-ci faisaient l'objet d'une détestation unanime et consensuelle. Enfin, la volonté de ne pas opérer les montées en généralité qui viendraient remettre en question l'efficacité de l'action associative incite également les individus à se tenir à distance du champ politique spécialisé, dans la mesure où celui-ci propose des cadrages des problèmes et des réponses à leur apporter qui incluent presque systématiquement de telles montées en généralité.

Ce n'est évidemment pas à dire que des processus résultant du caractère spécialisé du champ politique ne jouent pas. Le rapport qui s'est historiquement institué entre champs politique et associatif produit des effets sur le type de discours qu'il est légitime de tenir dans l'enceinte associative et *a fortiori* sur les discours destinés à l'extérieur. Dans les statuts associatifs et les prises de position publiques des responsables, l'accent est ainsi mis sur le fait que les associations sont « apolitiques »¹, afin

1. Les statuts des Gazelles Insoumises contiennent un article précisant que l'association « reste indépendante de tous les partis politiques et n'a pas pour mission de soutenir les partis ou les candidats lors des élections ». Ce trait n'est pas propre aux associations locales, puisqu'on retrouve le même phénomène aux Restos du Cœur, par exemple : voir Sophie Duchesne, « Don et recherche de soi. L'altruisme en question à Amnesty International et aux Restaurants du Cœur », dans *Dynamique de l'engagement et élargissement des solidarités*, rapport Mire-Fondation de France, novembre 2000, ronéotypé.

de ne pas effrayer le public potentiel et les subventionneurs, publics ou privés. C'est d'autant plus vrai que l'association reçoit des subventions publiques importantes¹, que ces subventions peuvent provenir de collectivités locales d'obédiences politiques différentes² et que les transformations des modes de financement de la vie associative – d'un financement des frais de fonctionnement à un financement sur projets – augmentent les occasions et les capacités de contrôle des pouvoirs publics. Par ailleurs, les appétences et compétences politiques individuelles jouent également dans la façon dont ces différents éléments de contexte (transformation historique des rapports entre champs politique et associatif, relations concrètes avec des pouvoirs publics donnés, interactions internes à l'association) vont exister aux yeux des acteurs, être traduits par eux et peser sur leur comportement, les incitant éventuellement à assumer le coût de la politisation dans certaines circonstances, voire parfois à ne pas la considérer comme un coût : dans certaines associations, l'expression virulente des désaccords internes, loin d'être considérée comme dangereuse et coûteuse, peut en effet être au contraire appréhendée comme l'un des bénéfices, l'un des plaisirs de l'engagement.

L'analyse conduite ici invite donc à déplacer l'attention des déterminations individuelles de la politisation, appréhendées en termes de compétence politique, vers l'étude des facteurs interactionnistes de la politisation : le cadre (ici associatif) et les interactions qui s'y déroulent, tels qu'ils sont en partie subjectivement définis par les acteurs, structurent également les processus de politisation. L'objectif devient alors de comprendre comment les acteurs définissent l'interaction dans laquelle ils sont pris, le contexte dans lequel elle est insérée, les règles du jeu qui s'appliquent alors et les types de discours appropriés en la circonstance. Il s'agit là d'étudier un autre type de compétence individuelle, qui n'a de sens que dans sa mise en œuvre pratique dans l'interaction. Goffman propose la notion de *footing* pour désigner cette forme de compréhension implicite de la situation, par analogie avec le fait que lorsqu'on avance sur un sentier, on engage à chaque pas une compréhension du terrain qui reste le plus souvent implicite et à laquelle on s'adapte³. Une telle approche ne doit pas faire négliger le poids des contraintes objectives qui pèsent dans la définition du *footing*. Ainsi, la posi-

1. Les responsables de Nongo avaient des relations tendues avec la mairie de Nantes et ne recevaient plus aucune subvention directe ou indirecte (telle l'attribution de salles de répétition) à la fin de mon observation ; ils étaient de fait ceux qui se permettaient le discours le plus critique à l'égard des pouvoirs publics, locaux en particulier.

2. Il est alors souhaitable de ne pas s'aliéner les bonnes grâces des uns ou des autres par un affichage politique trop marqué. Lors de mon observation, les Gazelles Insoumises recevaient par exemple des subventions de la mairie communiste de Saint Denis, du conseil général de Seine-Saint Denis et du conseil régional d'Ile-de-France, qui était alors à droite. De la même manière, à Nantes, au moment de l'observation, la mairie socialiste était en décalage avec le Conseil régional, de droite lui aussi.

3. Erving Goffman, « Footing », *Semiotica*, 25, 1979, p. 1-29. Il reprend ce concept dans *Forms of Talk*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1981. Je remercie Nina Eliasoph, qui m'a fait découvrir ces réflexions, pour les discussions que nous avons eu à ce sujet. Elle développe ses analyses de l'espace public conçu comme un *footing* dans « Publics fragiles. Une ethnographie de la citoyenneté dans la vie associative », dans Daniel Cefaï, Dominique Pasquier, *Les sens du public. Publics politiques, publics médiatiques*, Paris, PUF, 2003, p. 225-268. Mon analyse diffère de la sienne en ce que je m'intéresse sans doute davantage aux différences interindividuelles dans l'appréciation du *footing* en jeu, en essayant de prendre en compte l'effet des dispositions individuelles et des positions objectives dans l'association. Enfin, comme le note aussi Daniel Cefaï dans sa traduction de l'article de Nina Eliasoph, le terme *footing* semble difficilement traduisible en français et je préfère comme lui conserver l'expression imagée originelle (Nina Eliasoph, *op. cit.*, p. 227).

tion de l'acteur dans l'association influence la façon dont il prend en considération et intègre les contraintes liées au cadre particulier où se déroulent les interactions. On peut ainsi penser que plus il occupe une place centrale dans l'association, plus il est impliqué dans son fonctionnement quotidien, plus il cherchera à entretenir le bon fonctionnement associatif (en soutenant l'idée que l'action est utile, en favorisant l'expression d'une sociabilité harmonieuse...), tandis que le fait d'être moins engagé dans l'association, depuis moins longtemps, etc., fait moins peser ce genre de considérations sur le comportement individuel. De même, un acteur qui se « tromperait » dans l'évaluation du *footing* en jeu peut se faire rappeler à l'ordre par les autres interactants. Enfin, certains éléments de contrainte externe peuvent se trouver objectivés, notamment dans le droit, et venir également encadrer la définition du *footing* ¹. Entendue de la sorte, la notion de *footing* paraît pouvoir nourrir la compréhension des processus de politisation effectifs à l'œuvre dans la vie quotidienne et elle appelle à une étude conjointe de la compétence politique et de cette compétence pratique engagée dans l'interaction, afin de comprendre quelles sont les dynamiques propres à cette dernière, quelles sont celles qui relèvent des mêmes registres explicatifs que la compétence politique et comment ces deux types de compétences s'influencent mutuellement.

Intégrer dans une même réflexion ces deux types de compétences pourrait permettre de réarticuler deux angles d'approche souvent disjoints lorsqu'on s'intéresse aux liens entre engagement associatif et politisation, celui des effets à moyen et long terme de l'engagement associatif sur la socialisation politique des individus et celui des processus concrets de politisation des discours à l'œuvre dans le contexte associatif. On a choisi ici de mettre l'accent sur la seconde perspective, plus souvent négligée ; il faudrait maintenant la combiner à l'étude des trajectoires individuelles ², afin de comprendre comment le contexte associatif opère comme un facteur de socialisation politique, dans une perspective plus longitudinale ³.

Camille Hamidi est maître de conférences en science politique à l'Université Lyon II, membre du laboratoire Triangle (UMR 5206, CNRS-ENS-LSH/ Lyon-2/IEP Lyon). Elle a notamment publié : « Voluntary Associations of Migrants and Politics. The case of North African Immigrants in France », *Migrants and Minorities*, 22 (2-3), juillet-novembre 2003, p. 317-332 ; « Lire le capital social. Autour de Robert Putnam », *Revue française de science politique*, 53 (4), août 2003, p. 607-613 ; et « Les raisons de l'engagement associatif. Le cas de trois associations issues de l'immigration maghrébine », *Revue française des affaires sociales*, 4, octobre-décembre 2002, p. 149-166. Ses recherches actuelles portent sur les transformations des luttes immigrées en France depuis la décolonisation (<camillehamidi@hotmail.com>).

1. En l'occurrence, l'encadrement législatif en matière associative est très lâche, sauf en ce qui concerne les associations déclarées d'utilité publique. Il s'agit plutôt d'un encadrement administratif. Sur ce point, cf. Jean-François Merlet, *Une grande loi de la Troisième République : la loi du 1^{er} Juillet 1901*, Paris, LGDJ, 2001.

2. Sur ce point, pour une analyse des trajectoires individuelles d'engagement, cf. Camille Hamidi, cité, chap. 8.

3. Je remercie pour leur relecture attentive d'une première version de ce texte les membres du groupe d'écriture STEP (IEP de Lyon, Université Lyon II) et notamment Sophie Bérout, Éric Farge, Nadège Fréour, Julie Gervais et Renaud Payre, ainsi que David Garibay, Sophie Maurer et Philippe Squarzoni.

RÉSUMÉ/ABSTRACT

ÉLÉMENTS POUR UNE APPROCHE INTERACTIONNISTE DE LA POLITISATION. ENGAGEMENT ASSO-CIATIF ET RAPPORT AU POLITIQUE DANS DES ASSOCIATIONS LOCALES ISSUES DE L'IMMIGRATION

L'auteur analyse les effets politiques de l'engagement associatif dans trois associations locales de jeunes d'origine maghrébine en adoptant une approche d'inspiration interactionniste et en s'appuyant sur des méthodes ethnographiques. Cette démarche lui permet de mettre en évidence les processus d'évitement du politique à l'œuvre dans le contexte associatif, qui viennent nuancer les résultats des études quantitatives sur le lien entre engagement associatif et politisation. Ce questionnement l'amène à proposer une définition élargie de la politisation (entendue comme montée en généralité et reconnaissance des clivages) et à déplacer le regard des déterminants individuels de la politisation, appréhendés en termes de compétence politique, vers les ressorts interactionnistes de la politisation.

TOWARDS DIFFERENT FORMS OF POLITICAL PARTICIPATION : LOCAL ETHNIC VOLUNTARY ASSOCIATIONS.

This article analyzes the political outcome of voluntary participation through three North-African youth associations. The interactionist model as well as ethnographic methods disclose processes of politicisation avoidance within the larger context of voluntary associations, which differs from the results of previous quantitative studies on the link between political participation and voluntary associations. Eventually, the author comes up with a wider definition of political involvement. Similarly, individual political participation rationales are revised and redefined in terms of political competence and interactionist levels of political participation.